



**M.L.P.C**

**Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain**

**Justice - Liberté - Travail**

## **FEDERATION EUROPE-AMERIQUES-ASIE-MOYEN ORIENT-OCEANIE**

### **Communiqué de Presse :**

L'ONG **Human Rights Watch** a jeté le pavé dans la mare à travers son rapport impitoyable sur les dérives et exactions du régime du général **BOZIZE** face auxquelles, curieusement, on assiste à une véritable ormeta au sein de la communauté internationale.

Et pourtant depuis quasiment une année, le Bureau Politique du **MLPC** n'a cessé de tirer la sonnette d'alarme sur le drame qui se joue dans les régions septentrionales de notre pays sans que cela n'émeuve personne, surtout les médias qui ont pendant longtemps observé un black-out total sur le sujet.

Au contraire, le général **BOZIZE** assuré du soutien de ses parrains de la sous région et de la présence à ses cotés des troupes françaises, a continué imperturbablement sa macabre œuvre d'extermination des innocentes populations desdites régions.

Face aux dénonciations des partis politiques et organisations de défense des Droits de l'Homme, la réponse du gouvernement c'est l'intimidation et les menaces à l'encontre des leaders de l'opposition, particulièrement les dirigeants du **MLPC** qui sont régulièrement convoqués par le parquet de Bangui, les services de police et de gendarmerie pour être interrogés, ou privés de leur liberté. Le dernier acte en date, c'est la convocation du Président du Parti par les juges du parquet qui lui ont fièrement exhibé une « fiche » l'accusant d'être le financier de la rébellion qui sévit dans le nord. Cette démarche que nous condamnons avec la dernière rigueur, n'avait pour but ni plus ni moins que d'intimider et humilier le Camarade Président du Parti, **Martin ZIGUELE**.

Dans le même temps, le Général Président qui s'est autoproclamé maître absolu et incontesté de Centrafrique, se plaçant de fait au dessus de la loi, s'oppose systématiquement à toute décision de justice allant à l'encontre de ses intérêts, lesquelles décisions sont considérées comme un crime de lèse-majesté. Il en a été ainsi de l'affaire **Mamadou RAÏKINA** et plus récemment du bras de fer qui les oppose, lui et son ministre et neveu **NDOUTINGAÏ**, aux membres de la cour constitutionnelle qui s'apprêtaient à rendre leur décision dans l'affaire **TOTAL**.

Les fallacieuses protestations et fantaisistes déclarations du gouvernement centrafricain contre le rapport de la très sérieuse organisation américaine sont une insulte à la mémoire des centaines de personnes violées et tuées par la garde prétorienne du général **BOZIZE** lorsqu'on sait qu'un autre rapport, celui d'**Amnesty International**, vient confirmer les faits rapportés par **Human Rights Watch**.

Fort de ce qui précède, le Bureau Fédéral :

- Appelle tous les démocrates à se mobiliser pour faire obstacle aux dérives dictatoriales et sanguinaires du régime de Bangui;
- Exige du gouvernement centrafricain la traduction sans délai des responsables des exactions et tueries devant la justice ;
- Demande au général **BOZIZE** de tout mettre en oeuvre afin d'assurer le retour des populations déplacées dans leur foyer respectif;
- Sollicite le soutien de la communauté internationale pour aider au retour de la paix par la tenue effective du dialogue politique inclusif;
- Se réserve le droit, dès à présent, d'introduire au près la Cour Pénal Internationale une requête pour que tous les crimes commis depuis le 15 mars 2003 sur les civils ne restent impunis.

Fait à Paris le 21 septembre 2007

Pour le Bureau Fédéral

Le Président

**Antoine Jérémie NAM-OUARA**